

Brochure n° 3044

Convention collective nationale
IDCC : 573. – COMMERCE DE GROS

ACCORD DU 27 FÉVRIER 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1950606M

IDCC : 573

Entre :

CGI,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Minima conventionnels applicables au 1^{er} mai 2019

NIVEAU	COEF.	MINIMA CONVENTIONNELS au 1 ^{er} mai 2018	MINIMA CONVENTIONNELS au 1 ^{er} mai 2019
1.1	1,006	1 505,79 €	1 533,00 €
1.2	1,006	1 514,82 €	1 542,20 €
1.3	1,006	1 523,91 €	1 551,45 €
2.1	1,006	1 533,06 €	1 560,76 €
2.2	1,006	1 542,26 €	1 570,12 €
2.3	1,006	1 551,51 €	1 579,55 €
3.1	1,006	1 560,82 €	1 589,02 €
3.2	1,006	1 570,18 €	1 598,56 €
3.3	1,006	1 579,60 €	1 608,15 €
4.1	1,006	1 589,08 €	1 617,80 €
4.2	1,006	1 598,62 €	1 627,50 €
4.3		1 608,21 €	1 637,27 €

NIVEAU	COEF.	MINIMA CONVENTIONNELS au 1 ^{er} mai 2018	MINIMA CONVENTIONNELS au 1 ^{er} mai 2019
5.1	1,038	1 614,28 €	1 644,00 €
5.2	1,038	1 674,82 €	1 705,65 €
5.3	1,038	1 737,62 €	1 769,61 €
6.1	1,038	1 802,78 €	1 835,97 €
6.2	1,038	1 870,39 €	1 904,82 €
6.3		1 940,53 €	1 976,25 €
7.1	1,05	25 143,14 €	25 596,00 €
7.2	1,05	26 400,30 €	26 875,80 €
7.3	1,157	27 720,31 €	28 219,59 €
8.1	1,1	32 080,72 €	32 658,53 €
8.2	1,1	35 288,79 €	35 924,38 €
8.3	1,1	38 817,67 €	39 516,82 €
9.1	1,1	42 699,43 €	43 468,51 €
9.2	1,15	46 969,38 €	47 815,36 €
10.1	1,2	54 014,78 €	54 987,66 €
10.2		64 817,74 €	65 985,19 €

Du niveau I, échelon 1, au niveau VI, échelon 3, la grille des minima conventionnels s'apprécie mensuellement pour 151,67 heures.

Du niveau VII, échelon 1, au niveau X, échelon 2, la grille des minima conventionnels s'apprécie au 31 décembre en comparant le montant total des salaires bruts perçus par le salarié pendant l'année avec le minimum conventionnel annuel correspondant à son niveau et échelon.

Ce calcul s'effectue *pro rata temporis* en cas d'arrivée ou de départ en cours d'année, d'absence(s) non assimilée(s) à du temps de travail au sens du code du travail ou de changement de classification en cours d'année.

Compte tenu de la thématique de cet accord de branche, celui-ci ne contient pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2

Clause de revoyure

Au cas où l'échelon 1 du niveau I de la grille est inférieur au Smic, les partenaires prennent l'engagement de négocier une nouvelle grille dans le mois qui suit.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent accord sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe des prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail en vue de son extension.

Fait à Paris, le 27 février 2019.

(Suivent les signatures.)